

## Education nationale: Priorité à la précarité!

**E**N CETTE RENTRÉE scolaire, le calme règne dans les rangs. Les ministres de l'Éducation nationale, Allègre et Royal, de par leurs propositions et leurs positions, ont su ainsi calmer les ardeurs revendicatives qui couvaient dans le milieu enseignant il n'y a pas si longtemps. Il y a sans doute un soutien plus ou moins critique de ces mêmes enseignants à un gouvernement de gauche « plurielle ». On se croirait presque revenu dans les belles années mitterrandiennes où nos concitoyens pensaient que la gauche allait changer la vie. Pourtant, ce qui est mis en œuvre actuellement par nos deux « lascarcs », avec l'aide d'Aubry, n'est pas fait pour nous réjouir.

### CES, MA... et 75000 précaires de plus!

En élève zélé de la classe des ministres, Allègre a multiplié, cet été, déclarations tonitrueuses et rafales d'annonces. En bon connaisseur du marketing, il a lancé quelques jours avant la rentrée, la semaine exceptionnelle. Sept jours pour présenter les emplois jeunes pour l'Éducation nationale, leur nombre, leurs missions, leur statut! Sept jours pour que toutes les structures éducatives se mettent au service de la précarisation de milliers d'individus. Quand on connaît déjà l'utilisation massive des CES, des Maîtres-auxiliaires les années précédentes, cette nouveauté de rentrée n'est en fait qu'une couche supplémentaire de ce mode de régulation sophistiqué concernant la précarisation. Nous pouvons même nous demander si l'État ne va pas bientôt faire passer le titulaire pour une espèce

en voie de disparition. Le démantèlement du statut, dans les faits, ne semble plus être très loin.

### Un gros mot: insertion professionnelle!

Le projet, car il y en a un, pour ces emplois-jeunes, est de s'insérer soit dans l'Éducation nationale par le biais des concours, soit dans d'autres entreprises. L'État roule, mais nous le savions, pour les patrons: il ne rend pas inactifs des individus sortis du cursus scolaire et ainsi les chapeautent entièrement. Un exemple, la demi-journée que ces jeunes pourront avoir, ne

treprise, un directeur des relations humaines. Gérer la précarité, redéfinir les rôles de chacun à l'intérieur d'un établissement deviennent des nouvelles missions dans l'éducation.

### Les syndicats ne cogèrent plus, ils sont d'accord

Ceux qui s'affairent actuellement autour de cette précarisation pour les jeunes sont les organismes de formation des personnels de l'éducation nationale (MAFPEN). En effet, l'État, par l'intermédiaire de ses recteurs d'académie, leur a demandé de former en un mois et demi, à partir du premier octobre, ces diplômés au minimum bac + 2. Pour ce qui concerne les syndicats, leurs paroles sur l'autonomie syndicale face au pouvoir, quel qu'il soit, s'envolent. Neutralité, voire bienveillance vis-à-vis du projet sont de règle. Ils prennent, par là, une large responsabilité dans cette opération. Il semble évident que la titularisation demandée par certains à propos de ces emplois-jeunes... Ces emplois-jeunes vont être le prochain « pile ou face ». Nous risquons de nous retrouver dans cinq ans, au terme de ces emplois, avec la même problématique que les maîtres-auxiliaires.

Certains trouveront peut-être des passerelles entre les différents statuts: tu commences avec l'emploi-jeune, tu continues avec le CES et tu finis avec le RMI. La gauche vient d'inventer le « parcours précaire ». Cela va-t-il être bientôt un métier?

Cela suffit! Nous devons combattre ces emplois-jeunes. Qui peut vivre correctement, de nos jours, avec le SMIC? A nous de lutter, pied à pied, contre toutes formes de précarisation, d'atomisation et de soumission des individus. La construction d'un mouvement social avec jeunes et moins jeunes peut se faire autour de cette question afin de faire reculer la régression sociale vers laquelle nous amènent l'État et le gouvernement social démocrate.

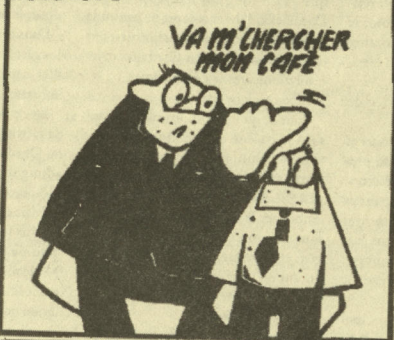
Jérôme  
groupe Kronstadt (Lyon)

• Air France :  
• Blanc débarqué  
• page 4

• Rentrée des classes :  
• grosse promo pour les  
• trusts  
• page 3

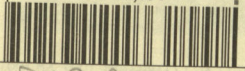
• Algérie : L'infenale  
• spirale de la terreur  
• page 5

### STAGES POUR JEUNES AVANT



ISSN 0026-9433 - N° 1091

M 2137 - 1091 - 10,00 F



POP 2520



RÉVISIONNISME, NÉGATIONNISME...

## Qui veut noyer son chien l'accuse de la rage!

**O**N NE LE RÉPÈTERA JAMAIS assez, si on peut discuter de tout, cela ne signifie pas pour autant qu'on puisse dire n'importe quoi ou en parler avec n'importe qui.

Il y a une dizaine d'années de cela quelques matamores d'ultra gauche ont cru pouvoir s'affranchir de cette règle en bizouillant et en baizouillant avec le révisionnisme et le négationnisme.

Ils sont aujourd'hui rattrapés par un passé qu'ils ont tenté de taire et par une meute de Fouquier Tinville aux petits pieds qui les traque sans merci.

En soi cette croisade menée depuis plus d'un an par Didier Daeninckx, Alain Bihérac et consort contre Gilles Dauvé, Serge Quadruppani et autres demi soldes d'un certain ultragauchisme aurait pu nous paraître sinon sympathique (on sait ce qu'il en est de tous les croisés et de tous les procureurs du monde), du moins parfaitement légitime tant il est vrai qu'en politique, surtout quand on se pare des habits de lumière de la révolution sociale, les fautes, les errances, les trahisons, les reniements et les petites et grandes lâchetés ne peuvent éternellement rester impunis.

La prise finale de Jérusalem qui s'est effectuée dernièrement avec la publication d'un livre assassin (1) ne permet plus d'avoir cette approche des choses.

Sous couvert de dénonciation du révisionnisme et du négationnisme, c'est en effet à l'antifascisme « radical », au mouvement libertaire et à l'idée même de révolution que ces ex-Khmers devenus rosâtres s'attaquent. Et ce sur le mode le pire qui soit: celui de l'insinuation et de l'amalgame.

Dans ces conditions, on voudra bien nous pardonner de saisir l'occasion qui nous est donnée d'administrer une volée de bois vert et aux petits voyous d'ultra-gauche qui se sont laissés aller à en croquer en tentant de le cacher, et aux petits bourgeois néo-réformistes qui tentent de jeter l'opprobre sur une révo-

lution sociale et un mouvement libertaire ontologiquement insoupçonnable de toute complaisance envers la vérole révisionniste, négationniste, antisémite, fasciste... et réformiste.

### Jeune poulpe et vieille taupe

Dans « Négationnistes: les chiffonniers de l'Histoire », Didier Daeninckx nous raconte sans détour la genèse de tout cela.

Son éditeur lui parle un jour d'un manuscrit qu'il a reçu et lui demande s'il connaît l'auteur. Il se renseigne et - oh stupeur! - découvre que l'auteur en question, un certain Gilles Dauvé, traîne une drôle de gamelle révisionniste au cul.

Dans des petites revues ultragauchistes du genre « La Guerre Sociale » ou « La Banquise », le Dauvé en question, en compagnie d'autres zèbres de son acabit, dont Serge Quadruppani (un collègue de Daeninckx au Poulpe), s'est en effet permis un certain nombre de textes et de tracts qui puent littéralement la merde révisionniste.

Tout cela se passait il y a longtemps et depuis lors nos deux matamores ont, semble-t-il, pris quelques distances avec leurs mentors du moment.

Il faut dire qu'un certain Pierre Guillaume, ancien de « Socialisme ou Barbarie » puis de « Pouvoir ouvrier », propriétaire pendant quelques années de la librairie « La vieille taupe » ayant carrément franchi la frontière et s'étant mis à fricoter avec les néo-nazis, il devenait urgent de cesser de jouer avec les allumettes.

Mais ce n'est pas parce que le temps passe que le passé trépassé et Daeninckx s'est employé à le faire revivre en mettant l'accent sur les demi-repentis tardifs et obligés de nos deux rois du revolver ultragauchistes.

Un polariste à succès, ex-mao ou trotsk, relooké jeune poulpe gauche sociale au grand cœur, une obsession de

tous les instants sur les passerelles rouges-bruns, deux zozos ex ou toujours d'ultra-gauche qui en ont plus ou moins croqué et qui n'en chient la honte que le cul serré, l'éviction des merdeux de la cour des chieurs d'encre ayant pignon sur rue... ç'aurait pu n'être que le énième épisode de la énième croisade du camarade Daeninckx contre... et en rester là.

### Responsables mais pas coupables!

Il en est de certains « grands » radicaux autoproclamés de l'ultra-gauche comme des ministres socialistes, ces gens là sont tellement imbus d'eux-mêmes qu'ils ignorent jusqu'au mot humilité et n'imaginent pas un instant, quelles que soient leurs errances ou leurs fautes passées, ne pas pouvoir rebondir.

Aussi, forts de leur engagement antifasciste (« radical », of course) du moment, nos lamentables demi-repentis de la vingt-cinquième heure ne trouveront rien de mieux que d'essayer de se refaire une virginité.

Et comme toujours dans ces cas là, ils recherchent et trouveront des couillons qui, ignorant leur passé, leur offrent ce qu'ils recherchaient, c'est-à-dire une caution.

Ce fut le Monde libertaire qui, n'y voyant pas malice publia « Les ennemis de nos ennemis ne sont pas forcément nos amis », sans doute au motif que ce texte était cosigné par l'« insoupçonnable » Alain Bihérac.

Ce fut également Reflex qui, « malicieusement », édita une dizaine de professions de foi antifascistes, antirévissionnistes et antinégationnistes émaillées de quelques demi-repentis aux trois quart non convaincants sous le titre « étonnant » (car dans cette affaire comme dans ce livre, il n'y avait pas l'ombre d'un libertaire) de « Libertaires et ultragauche contre le négationnisme ». Avec, cerise sur le gâteau, une préface de l'« intouchable » Gilles Perrault.

Pour Daeninckx, Bihérac, Maricourt et quelques autres, ces cautions, au premier abord implicites ou explicites, apportées à Dauvé, Quadruppani et compagnie ne pouvaient qu'alimenter leur paranoïa et le renforcer dans leur idée d'un grand complot révisionniste et négationniste visant à subvertir le champ révolutionnaire.

Sur la base de qui n'est pas avec moi est contre moi, ils entreprirent donc d'élargir leur traque aux couillons qui avaient eu la bêtise d'ignorer le passé de Dauvé et Quadruppani ou qui avaient fait le choix d'un présent faisant l'économie d'un véritable repentir sur son passé.

Et ça a donné ce livre lamentable (1) tant pour leurs auteurs que pour la cause qu'ils défendent.

### Qui trop embrasse mal étreint!

« Négationnistes: les chiffonniers de l'Histoire » affirme en effet sans

Rédaction-Administration: 145, rue Amélot, 75011 Paris  
 Directeur de publication: André Devriendt  
 Commission paritaire n°55 635  
 Imprimerie: La Vigie, 24, rue Léon-Rogé, 76200 Dieppe.  
 Dépôt légal 44 145 - 1<sup>er</sup> trimestre 1977  
 Routage 205 - La Vigie  
 Diffusion N.M.P.P.

ambages vouloir, ce qui est louable, mettre à jour une bonne fois pour toutes le pourquoi et le comment de la vérole révisionniste et négationniste.

Hélas! trois fois hélas! quand sur treize ou quatorze textes on en compte un qui se farcit l'extrême droite, un le parti communiste, deux ou trois l'ultra-gauche, deux les libertaires, et aucun les socialistes, les centristes, la droite modérée, la droite dure, les curetons... il est permis de s'interroger sinon sur l'objectivité du moins sur le bon sens des managers de ce bouquin.

Ainsi donc, l'ultra-gauche ou les libertaires seraient au centre de ce grand complot révisionniste et négationniste?

Ainsi donc, les groupuscules du parti socialiste, de la droite bon teint ou mauvais teint, ainsi bien sur que les curés dont tout le monde sait qu'ils n'ont jamais fricoté avec les nazis ni favorisé leur émigration en Amérique latine après la défaite finale, n'auraient jamais été touchés par le complot.

Alors? Alors pourquoi choisir de mettre l'accent sur la marge et de taire l'essentiel?

Serait-ce une mauvaise question pour un collabo notoire de ce grand parti démocratique qu'est le P.C.F. et de cet oasis de liberté qu'est Cuba, et pour un collabo tout aussi notoire de ce grand journal démocratique qu'est *Le Monde Diplomatique* (tout le monde se souvient de ses morceaux de bravoure sur la révolution espagnole), des éditions l'Harmattan dont chacun sait qu'elles font dans le marxisme intelligent, et des éditions Golia dont personne n'ignore qu'elles sont au Vatican ce que l'ultra-gauche est à Staline?

Quoi qu'il en soit, ce silence coupable qui en dit long sur l'aujourd'hui de Daeninckx, Bihérac et consort ne constitue en rien les errances révisionnistes et négationnistes dont les libertaires et les révolutionnaires ont été victimes.

Alors, parlons-en! Pour ce qu'il en est de l'ultra-gauche, s'il est patent que quelques abrutis comme Guillaume Dauvé et Quadruppani, et quelques revues comme « La guerre sociale », se sont laissés aller à embrasser le diable sur la bouche (et il faut en conséquence « assassiner » ces gens et ces revues), cela signifie-t-il pour autant qu'il faille affirmer que l'ultra-gauche porte en lui le révisionnisme et le négationnisme?

A cette question, la réponse est non. Elle est non parce que l'histoire de l'ultra-gauche comme celle de ses principaux animateurs (même si le niveau a beaucoup baissé) démontre le contraire.

Mon témoignage vaut sûrement ce qu'il vaut, mais venant d'un anti-ultra-gauchiste primaire, il ne peut pas être soupçonné de complaisance. Pour ce qu'il en est des libertaires, s'il est patent que quelques abrutis (ils se comptent sur les doigts de la main) se réclamant des idées libertaires ont mal fini, il est tout aussi patent qu'aucune organisation, aucune revue, aucun groupe se réclamant et étant reconnu comme relevant de l'anarchisme social (ce qui n'a rien à voir avec la révolte de pauvres hères de tous ordres) n'a jamais pactisé avec le diable.

Dans ces conditions, que Thierry Maricourt, dans un texte intitulé « Les curieux appuis libertaires du nihilisme brun » puisse oser insinuer le contraire constitue une crapulerie et une insulte majeure.

Maricourt, en effet, pour avoir été adhérent (peu de temps, mais justement pourquoi?) de la Fédération anarchiste sait de quoi il en retourne et mérite tout notre mépris en affirmant que le mouvement libertaire a failli, au motif que « Les quatre barbus » ont fait un 33 tours dans une boîte dirigée par Le Pen, que le même Le Pen a rédigé un travail universitaire sur « Le courant anarchiste en France depuis 1945 », que Léo Malet est un enfant de putain raciste, que Maurice Joyeux (un des fondateurs de la F.A.) a commis un texte (il y a trente ans) soutenant Rassiner (qui pour être un abruti politique n'en était pas moins un ancien déporté et ancien socialiste), que Louis Lecoin a demandé l'amnistie pour Céline après la guerre, que Chomsky a préfacé un livre de cette crapule de Faurisson, que l'O.C.L. a entretenu des relations avec Claude Karmouh, que la revue « L'homme libre » est une revue antisémite...

Car il sait que tous ces éléments ne sont que des épiphénomènes, et que l'anarchisme social et ses organisations représentatives n'ont jamais failli dans la lutte à mort contre le fascisme et ses supplétifs révisionnistes et antisémites.

Car il sait que l'anarchisme social et ses organisations représentatives ont payé le prix du sang à hauteur de centaines de milliers de morts dans la lutte contre le fascisme et le stalinisme.

Alors?

### Sectaires de tous les pays, allez mourir

A l'heure où le Front national et ses idées transpercent le tissu social, il est assurément urgent de combattre et d'écraser du talon le fascisme, le racisme, l'antisémitisme, le révisionnisme, le négationnisme...

Dans cette optique, il va de soi que la destruction de tous ceux qui se laissent aller à pactiser avec le diable ou à embrasser sa cause s'impose.

De ce point de vue, la mise au pilori de crébins congénitaux comme Dauvé ou Quadruppani s'impose. Qu'on leur adjoigne des crapules à la mode de « L'homme libre » s'impose également.

Mais que l'on prenne prétexte de ces crébins infinitésimaux pour insinuer comme le font Daeninckx, Bihérac ou Maricourt que l'ultra-gauche, le mouvement libertaire et l'idée même de révolution portent en eux les germes du révisionnisme et du négationnisme, est tout à la fois stupide (car fondamentalement non crédible) et dramatique (d'un point de vue politique).

Les libertaires savent à l'expérience que pour endiguer la montée du fascisme le problème est moins de défendre la démocratie bourgeoise que de promouvoir la révolution sociale. De ce fait, nous nous situons clairement dans le seul antifascisme qui vaille: celui de la révolution sociale.

Reste que, contrairement aux sectaires de la révolution comme aux sectaires de la réforme, nous ne pensons pas qu'en situation d'urgence (et nous sommes aujourd'hui dans l'urgence avec la marche vers le pouvoir du Front national) la guerre civile dans le camp antifasciste soit le meilleur marchepied vers la victoire sur le fascisme et ses valeurs.

Jean-Marc Raynaud

(1) « Négationnistes: les chiffonniers de l'Histoire » Edit. Golia.

### Souscription Monde libertaire

Août 1997: Richard H.: 310 F; Bes P.: 200 F; Herth D., Kernin J.C., Ramaekers, Emeriau, Henrich J.M., Pauly, Vandeweghe: 60 F  
 Total = 930 F.

le monde  
**libertaire**

Rédaction-Administration: 145, rue Amélot  
 75011 Paris. Tél.: 01 48 05 34 08  
 Fax: 01 49 29 98 59

### Bulletin d'abonnement

Tarif	France (+ DOM-TOM)	Sous pli fermé (France)	Etranger
1 mois 5 n°	<input type="checkbox"/> 35 F	<input type="checkbox"/> 70 F	<input type="checkbox"/> 60 F
3 mois 13 n°	<input type="checkbox"/> 95 F	<input type="checkbox"/> 170 F	<input type="checkbox"/> 140 F
6 mois 25 n°	<input type="checkbox"/> 170 F	<input type="checkbox"/> 310 F	<input type="checkbox"/> 250 F
1 an 45 n°	<input type="checkbox"/> 290 F	<input type="checkbox"/> 530 F	<input type="checkbox"/> 400 F

Abonnement de soutien: 350 F. Abonnement étranger sous pli fermé: tarif sur demande. Pour les détenus et les chômeurs, 50% de réduction sur les abonnements de 3 mois et plus en France métropolitaine (sous bande uniquement).

(lettres capitales)

Nom ..... Prénom .....

Adresse .....

Code postal ..... Ville .....

Pays ..... A partir du n° ..... (inclus).

Chèque postal  Chèque bancaire

Virement postal (compte: CCP Paris 1128915 M)

Règlement à l'ordre de Publico à joindre au bulletin.  
 Pour tout changement d'adresse, joindre la dernière bande de routage.



# Rentrée des classes : grosse promo pour les trusts

Septembre, rentrée des classes, grosse promo pour les trusts de la distribution de produits et d'idées. Les rayons de supermarchés, les médias nous le répètent : « c'est la rentrée ! » A coup d'enquêtes et de sondages, on nous dit combien déboursier pour être de bons parents. Pour que les mômes aient dans leurs cartables un minimum de superflu, surtout « super-fluo ». L'école publique, laïque se dit vigilante quant au « prosélytisme » de certaines religions. Elle l'est moins vis-à-vis du patronat qui vient demander à la nation les produits diplômés, spécialisés dont il a temporairement besoin.

L'État ne dispose pas que de l'école pour inculquer ses valeurs aux enfants des classes exploitées. Aidé de la religion, il a toujours trouvé, entre autres, un relais dans la cellule familiale pour dresser les fils et filles de la nation. Au fil des siècles, le droit de vie et de mort qu'avait le père sur sa progéniture s'est progressivement perdu. L'État, lui, a de plus en plus une prise directe sur chacun des individus vivant sur le territoire qu'il contrôle. Le fichage et le tagage se sont développés au rythme des évolutions technologiques.

Aujourd'hui, des parents, des adultes, sont déstabilisés par une précarité par une précarité grandissante. Usés par la flexibilité de l'emploi, par les difficultés grandissantes à se rendre sur les lieux de travail. D'autres sont dévalorisés par leur condition de chômeur quand on leur a mis dans le crâne durant leur enfance que : « le travail, c'est la santé ! » D'autres sont exilés, par le fait d'une mutation les éloignant de leurs proches. D'autres sont réduits à l'État de mendiants et doivent attendre pour survivre leur revenu minimum.

L'État et le capital, laminant les adultes, ont fait place nette, aidés des médias, pollué l'esprit des générations nouvelles. Si celles-ci ne trouvent plus assez d'adultes disponibles, créatifs à qui se confronter, Big Brother est là, tapis dans l'angle d'une pièce. Valium pour tous ? Non ! La télévision est là pour rassurer, motiver, endoctriner.

Les enfants, les adolescents, angoissés par l'absence d'adultes sereins, trouvent dans la télévision l'occasion de compenser, de



régresser, de têter de l'image et du son. Ils gavent alors toutes sortes de clichés sur les rôles normatifs auxquels on les prépare.

Les jeunes issus des milieux les plus défavorisés sont privés de lieux de vie décents, d'espaces de création. Leur accès à la culture se résume souvent au fait de regarder la télé. Ils trouvent aussi passivement, accrochés au tube cathodique, de « l'évasion » dans les jeux électroniques où on leur stigmatise le goût de la combativité, de la compétition. Ils n'ont, trop souvent, de pouvoir d'agir que sur le virtuel. Ils n'ont, la plupart du temps, comme adultes à qui se référer que les héros du petit écran. Nous avons peur de voir un jour des générations de clones ; peut-être verrons-nous auparavant des générations de psychotiques !

Des parents, angoissés par l'avenir incertain auquel peuvent prétendre leurs enfants, ne trouvent plus de réponses à leur donner.

Beaucoup de jeunes sentent en eux et autour d'eux le vide. Les trusts aidés des publicitaires sont là pour combler ce vide. Ils s'adressent à des consommateurs de plus en plus jeunes et font, en les culpabilisant, cracher leur parents.

## En Adidas ou en Fila, les fils de pub sont tous nikés !

Les banques ouvrent des comptes à des pré-adolescents de plus en plus jeunes. Partout dans les médias, la même litanie : consommer et paraître ! Une jeunesse placée dans cette détresse, ce vide affectif, dans ce manque de créativité, face aux agressions dont elle est quotidiennement victime, arrive parfois à s'exprimer dans la violence. On ne peut s'en étonner quand c'est là le seul espace d'agir qui lui soit laissé : destruction ou autodestruction. Cette violence sera de toute façon récupérée par l'État pour renforcer et argenter ses opérations sécuritaires.

Éduquer n'a pas de sens pour le Capital, il n'a pas besoin d'humains épanouis. Il ne lui faut pas des êtres acteurs, il lui faut des êtres soumis, dépendants, passifs. Un jeune a de moins en moins de pouvoir d'agir, d'autonomie, et on lui met tôt en tête qu'il faut, pour entrer sur le marché du travail savoir se vendre. L'esclave n'aurait-il plus besoin de maître pour être vendu ? Le maître serait-il dans sa propre tête ?

Rentrée des classes ! L'Éducation nationale se dit prête à prendre des mesures pour lutter contre la violence, le sida. Elle ne dit pas avec quels moyens. La violence vient de la misère. Assez de baratin ! Les médias nous ont saturé pendant des jours sur la venue d'un pape qui laisse s'étendre le sida et la mort. Assez d'hypocrisie ! Alors au plus vite la rentrée dans la lutte des classes exploitées, pour l'accès à l'humain des jeunes et des moins jeunes.

Alain.  
groupe Kronstadt (Lyon)

## Bonaventure, ça marche comment ?

- Sur le modèle d'une classe unique mélangeant classes d'âges et groupes de niveaux (petite section de maternelle à CM2) ;

- En externat ;

- La scolarité se déroule au rythme de cycles d'apprentissage fondamentaux de deux, trois ans. Chaque cycle s'effectue par le biais de projets élaborés conjointement par les enfants et les enseignants et faisant l'objet de contrats. Pendant et à l'issue de chaque contrat il y a autoévaluation par l'enfant et évaluation par le groupe. L'école dans son ensemble s'autoévalue en permanence via ses A.G. et est évaluée régulièrement par une commission externe dite de « regard extérieur » qui comprend des sociologues, des psychologues, des enseignant(e)s... en sympathie avec le projet mais n'y participant pas directement ;

- Enseignement des matières « traditionnelles » le matin ; activités artistiques, sportives, manuelles... l'après-midi ;

- La participation à la vie institutionnelle de l'école et sa gestion (sur un mode autogestionnaire) fait partie du processus éducatif (apprentissage de la citoyenneté) et se trouve de ce fait soumise à évaluation ;

- Bonaventure cherche à se fédérer avec des écoles libertaires étrangères. L'apprentissage d'une langue étrangère et de l'Esperanto est donc dans ses projets

- Bonaventure en tant que classe est adhérente au mouvement Freinet ;

- Le cursus scolaire, comme la vie à l'école, s'effectue au rythme de l'accompagnement, de l'entraide et du marrainage ;

- Dans le cadre de projets, Bonaventure effectue régulièrement des séjours dans différentes structures (agricoles, économiques, culturelles, sociales...) alternatives ;

- En fin de scolarité, Bonaventure prépare les enfants à l'entrée en sixième et en cas de départ avant cette échéance Bonaventure prépare le retour à la norme scolaire.

## L'an 05 d'une petite république éducative

LE VENDREDI 8 SEPTEMBRE 1997, c'était la cinquième rentrée scolaire de l'école libertaire Bonaventure. Cahin-caha, au rythme de grands moments de bonheur comme de crises souvent douloureuses, avec des hauts et des bas, mais avec toujours le même rêve accroché à la montagne de l'espoir, Bonaventure continue donc son bonhomme de chemin. Est-il besoin de le préciser, la voie choisie par Bonaventure n'est pas simple. Pas simple, en effet, d'inventer une école où l'acquisition des savoirs fondamentaux tente de se faire au rythme de la construction des savoirs et du plaisir d'apprendre. Pas simple non plus d'inventer un centre éducatif où les savoirs fondamentaux ne restent pas enfermés dans le champ clos

de la classe et s'acquièrent dans l'espace social. Encore moins simple, bien évidemment, d'inventer une république éducative où l'éducation à la liberté, à l'égalité, à l'entraide, à l'autogestion, à la citoyenneté... se fait par l'apprentissage en temps réel de la liberté, de l'égalité, de l'entraide, de l'autogestion et de la citoyenneté. Pas simple, parce que tout ou presque, des outils pédagogiques à la création de situations et d'institutions est à inventer.

Pas simple, en effet, d'inventer une école où l'acquisition des savoirs fondamentaux tente de se faire au rythme de la construction des savoirs et du plaisir d'apprendre. Pas simple est plus facile à dire qu'à faire.

Pas simple parce que le temps passe et plus nous prenons conscience de l'énormité de la distance séparant notre expérience d'une véritable et crédible alternative scolaire et éducative libertaire au merdier existant. Pas simple, mais ô combien passionnant tant il est vrai que mieux vaudra toujours essayer d'allumer une minuscule bougie que de se contenter de maudire sans fin l'obscurité. De cela, la nouvelle équipe pédagogique (1/2 Bernard, 1/2 Fadila et 1/2 Ludo), les familles et même les enfants sont intimement persuadés.

Beaucoup de projets donc, cette année, dont celui de construire un site Internet, de rendre visite aux camarades sénégalais qui tentent de mettre en œuvre une éducation populaire de masse, d'améliorer encore le journal des enfants et peut-être de l'ouvrir à d'autres expériences éducatives et scolaires... Nous vous tiendrons au courant. En attendant on vous embrasse fort.

Bonaventure

## En bref

- Le groupe de la Fédération Anarchiste du Gard change d'adresse. Vous pouvez lui écrire à : AGDIR - 45 B rue de la Table Ronde - 30900 Nîmes

- Un groupe de la Fédération anarchiste est en cours de création sur le Pas-de-Calais. Les personnes intéressées peuvent prendre, pour le moment, contact à : Humeurs Noires, c/o ALDIR, BP 79, 59 370 Mons-en-Barœul.

- Le SUB (Syndicat Unitaire du Bâtiment) sort de sa léthargie, et ce grâce à l'action déterminée de jeunes militants qui veulent rendre à cet illustre syndicat son rayonnement d'antan. Le syndicat lance un appel à tous les vieux compagnons ayant

- connu ou milité au sein du SUB des années 30 ou 50 afin de pouvoir accueillir leur témoignage sur la tradition syndicaliste-révolutionnaire dans le BTP. SUB/CNT, 33, rue des Vignoles, 75 020 Paris.

- Le numéro de septembre d'Alternative libertaire est disponible par correspondance (100 FB ou 20 FF) à : Alternative libertaire, Boîte postale 103, 1050 Ixelles 1. Belgique

- La rédaction du Monde libertaire salue l'arrivée du petit Sébastien

- Le premier numéro des Temps maudits, revue syndicaliste révolutionnaire et anarcho-

age !

et, pour avoir été  
emps, mais justement  
édération anarchiste  
ourne et mérite tout  
ant que le mouve-  
li, au motif que « Les  
fait un 33 tours dans  
par Le Pen, que le  
gé un travail univer-  
sitaire anarchiste en  
», que Léo Malet est  
raciste, que Maurice  
dateurs de la F.A.) a  
y a trente ans) soute-  
pour être un abruti  
pas moins un ancien  
socialiste), que Louis  
dé l'amnistie pour  
erre, que Chomsky a  
de cette crapule de  
C.L. a entretenu des  
de Karmouh, que la  
libre » est une revue

ous ces éléments ne  
phénomènes, et que  
l et ses organisations  
nt jamais failli dans  
re le fascisme et ses  
nistes et antisémites.  
anarchisme social et  
représentatives ont  
ng à hauteur de cen-  
de morts dans la lutte  
et le stalinisme.

ous les pays,  
mourir

Front national et ses  
nt le tissu social, il est  
de combattre et  
lon le fascisme, le  
mitisme, le révision-  
nisme...  
ique, il va de soi que la  
ous ceux qui se laissent  
avec le diable ou à  
e s'impose.

es vue, la mise au pilori  
nitaux comme Dauvé  
i s'impose. Qu'on leur  
rapules à la mode de  
s'impose également.

prene prétexte de ces  
simaux pour insinuer  
Daeninckx, Bihr ou  
ultragauche, le mouve-  
et l'idée même de révo-  
eux les germes de révi-  
négaionisme, est tout  
(car fondamentalement  
dramatique (d'un point

).

es savent à l'expérience  
guer la montée du fas-  
ne est moins de défendre  
bourgeoise que de pro-  
lution sociale. De ce fait,  
ons clairement dans le  
ne qui vaille : celui de la  
le.

ontrairement aux sec-  
lution comme aux sec-  
orme, nous ne pensons  
tion d'urgence (et nous  
ard'hui dans l'urgence  
vers le pouvoir du Front  
erre civile dans le camp  
le meilleur marchepied  
e sur le fascisme et ses

Jean-Marc Raynaud

nistes : les chiffonniers de  
Golias.



# Air France sera privatisée : Jospin et Gaysot l'ont décidé

**S** I L'ON S'EN TIENT À LA SEULE information distillée par les grands médias et si de surcroît on se limite aux clichés savamment entretenus par l'appareil communiste, du P.C. à la C.G.T., sur le social-traître Blanc, pdg « rocardien », allié à une droite revencharde protectrice du grand capital selon la ritournelle, le camarade ministre Gaysot a fait œuvre de salut public pour la défense de l'intérêt général, voire celui des travailleurs.

Pour autant, dès que l'on compare la réalité des faits et qu'on porte attention aux non-dits du camarade ministre, la conclusion est que le processus de privatisation de la compagnie aérienne a été décidé par le gouvernement.

Si les derniers nostalgiques de la gauche attachés au concept de nationalisation comme voie du socialisme en doutent encore, nous les invitons à lire attentivement l'*Humanité* de ces derniers jours, qui a rempli sa mission de Journal officiel d'une fraction gouvernementale. Ainsi, le 2 septembre, Jean-Claude Gaysot déclarait, concernant Air France: « Ni privatisation ni statu quo », propos qu'il confirmait à la suite de l'annonce du départ de Christian Blanc, ajoutant à l'occasion: « Il ne s'agit pas d'un problème dogmatique mais du développement d'une grande entreprise nationale ». Ainsi, implicitement, il annonçait l'ouverture du capital et la vente d'actions au privé. Le processus de privatisation est donc en marche et on peut penser que le bras de fer médiatique entre Gaysot et Blanc a permis de faire avaler la couleuvre aux derniers réfractaires du P.C. Serge July, chanteur de cette deuxième gauche ne s'y est pas trompé en écrivant: « Il en ira pour Air France comme pour France Télécom: c'est le processus qui compte, et il est désormais amorcé. »

Le problème n'est donc plus de savoir quel sera le niveau de participation de l'État dans le capital de la compagnie nationale, 51%, 57%, ou 60%, l'épisode de la privatisation de la régie Renault est significatif dans le domaine, mais de comprendre que le gouvernement vient de baisser une nouvelle fois son pavillon face aux oukases de la Commission européenne et c'est bien encore l'*Humanité* qui nous le rappelle dans sa une du 6 septembre en reproduisant l'avis de la Commission qui confirme qu'elle ne « se demande pas qu'une entreprise soit privée ou publique, mais qu'elle soit concurrentielle et suive les règles du marché ».

C'est l'affirmation que le gouvernement et plus particulièrement le parti communiste viennent de franchir un nouveau pas dans leur adhésion aux valeurs du libéralisme économique que constituent les règles du marché. Les anarchistes ne sont pas surpris de cela, et de capitulation en renoncement, il est dans la logique des

partis au pouvoir de démontrer leur incapacité à transformer durablement le cours des choses. C'est le propre d'une démocratie libérale que le capital, le marché, l'emportent toujours sur l'action politique en matière économique.

## « Real politik » sans scrupules

Jean-Claude Gaysot sera donc certainement le premier ministre communiste en France depuis 1945 à liquider ce que son parti appelait encore il y a le peu le patrimoine national.

Qu'à cette occasion, les caciques de la droite aient voulu jouer les trouble-fête est normal. Il est de bon ton en démocratie d'exister par les difficultés des autres et quand le débat se situe sur des queues de cerises capitalistes, cela démontre alors que les différences entre un Juppé et un Jospin se résument à peu de choses.

Qu'à cette occasion les Rocard, Sainjon et Notat aient soutenu le pdg d'Air France démontre une nouvelle fois que cette deuxième gauche a partie liée avec une fraction du patronat.

Et il en est de même pour la nébuleuse que l'on nous présente sous le vocable de rénovateurs, refondateurs communistes qui a, avec d'anciens dirigeants de la CGT des transports, obtenu, avant l'été, par le plus grand des hasards (!) une tribune dans le journal *Le Monde* pour demander l'ouverture du capital de la société. Il en est toujours ainsi des militants qui adhèrent à un dogme, à la moindre fissure, ce qui était honni devient idyllique!

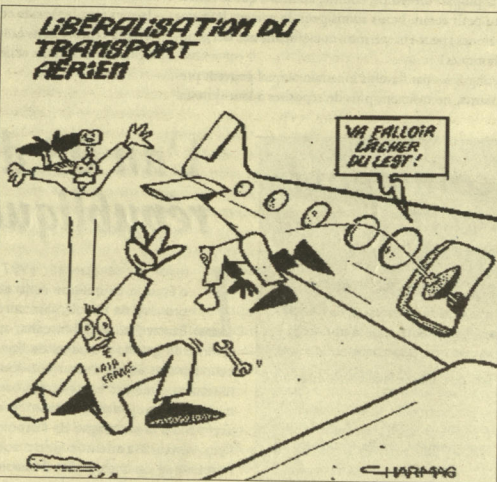
Ce qui importe maintenant, c'est de s'attacher à préserver le statut des salariés d'Air France qui, contrairement à l'imagerie savamment entretenue n'ont pas tous des salaires de pdg et ne sont pas tous des pilotes de ligne. Si certains en doutent, Air France possède au plus 400 avions mais compte plus de 36 000 salariés. Christian Blanc avait déjà obtenu pour ramener la compagnie en situation bénéficiaire (-7,8 milliards en 1993 et + 0,39 milliard en 1996) la filialisation d'un nombre important d'activités, c'est-à-dire le transfert sous statut privé de nombreux emplois. 10 000 emplois ont ainsi été supprimés de l'effectif d'Air France en six ans. C'est une des voies que suivra son successeur. La paix sociale des pilotes aura un prix, et comme leur syndicat auto-

nome leur a promis de participer à la grande valse du libéralisme, on peut dès à présent affirmer qu'une partie du capital leur sera réservée en guise de rémunération. Il ne faut donc pas compter sur eux pour défendre les sans-grade.

Comme lors de la dernière grande grève à Air France, les salariés devront en premier compter sur leur propre force. Avec cette fois en plus, le risque de voir certains militants politiques faire passer les ordres du parti avant l'intérêt de la classe ouvrière. Pour le P.C., c'est clair: il faudra faire sans eux. Pour la L.C.R., qui a encore quelques influences dans cette entreprise, il faut s'interroger. L'appui de Krivine au gouvernement et sa récente médiatisation ne sont pas le fruit du hasard. Quand de plus, le conseiller spécial du camarade ministre, n'est autre qu'un « ancien » dirigeant de la L.C.R. qui a toujours ses entrées, puisque malgré ses fonctions officielles, il se permet de participer à l'université d'été de cette organisation, on nous permettra de douter de leurs détermination révolutionnaire, et le temps est loin du mot d'ordre: « Nationalisation sans indemnités ni rachat ».

Ce n'est pas aux anarchistes dans les transports que l'on fera avaler le coup du plein emploi et du partage de la misère; il y a assez de curés défroqués dans le mouvement social pour ne pas nous laisser abuser par les discours culpabilisants. Nous serons de ceux qui défendent leurs acquis.

Voies libres



## Baromètre social

**D** ÉCIDÉMENT, AVEC LES PREMIÈRES PLUIES automnales, pleuvent les rapports sur les inégalités sociales. La semaine dernière, une étude publiée par l'INSEE (Le Monde du 29 août) confirme que l'école ne parvient pas à corriger les inégalités sociales. Pas très nouveau bien sûr mais intéressant à ce moment où le discours social démocrate de l'État, grand réparateur d'inégalités, bat son plein. Les auteurs du rapport constatent tout d'abord que le diplôme a de moins en moins un rôle primordial, au fur et à mesure que l'on avance dans la carrière, l'importance relative de l'origine sociale allant croissant. Bel échec donc de la fameuse politique des Lang et Jospin sur le « tous les enfants auront le bac » pour faire croire au brave peuple que la démocratisation de l'école corrigera les inégalités! Le rapport confirme aussi que la hiérarchie scolaire respecte la hiérarchie des origines sociales, et cela à peine moins souvent aujourd'hui qu'il y a vingt ans! Et oui, l'école sert toujours à reproduire les classes sociales Monsieur Allègre. Et vos emplois-jeunes « aides éducateurs » n'y changeront rien. « L'égalité des chances », ce vieux mythe républicain que vous défendez haut et fort en prend donc pour son grade à travers cette étude. Comptez sur nous anarchistes pour le détruire un peu plus malgré vos saupoudrages pédagogiques de discrimination positive, qui de fait entérinent un peu plus les inégalités!

### Il n'y a pas que la bourse qui monte

L'autre rapport provient lui, du CERC Association (ex CERC supprimé par Balladur). Il fait apparaître que le

nombre des ménages concernés par un des dispositifs visant à garantir un revenu minimum monte de 43% entre 1970 et 1995 (Le Monde du 1er septembre). Si l'on prend l'ensemble de la population couverte par tous les minimum sociaux, en 25 ans leur nombre a doublé pour atteindre 6 millions de pauvres fin 95. Sachons que cela n'est que le chiffre officiel. Le plus fort c'est que l'étude montre que l'effort financier consenti par la collectivité en faveur des allocataires de ces minima sociaux n'a pas augmenté. Au contraire, il est presque plus faible en 1995 qu'en 1982... Riches plus riches, pauvres plus pauvres, ce deuxième rapport confirme donc les constats du premier. Concernant les minima sociaux, leur nombre est de huit s'étalant historiquement des années 1960 à 1988 (le RMI étant le petit dernier). On peut alors voir combien tout cela n'a rien de conjoncturel mais correspond bien à une volonté politique de la part de l'État de gérer un stock de population, le laissant au niveau de la survie.

### Informé, informé, il en restera toujours quelque chose

Certes, toutes ces informations sociales sur la misère qui ne cesse de croître sont utiles pour argumenter. Mais nous ne sommes pas dupes non plus. Cette profusion d'articles, de rapports, qui plus est dans la presse de la bourgeoisie « éclairée », a un but précis: nous faire intégrer chaque jour davantage cette logique économique, et donc de l'accepter par fatalisme. Nous savons depuis pas mal de temps que l'aliénation peut passer par une sur information.

Jaimé. - groupe Kronstadt (Lyon)

## Du chômage... « mais de qualité! »

Depuis quelques années, l'esprit fertile des « pontes » de l'ANPE et de ses directeurs généraux (aujourd'hui Michel Bernard et avant lui Michel Bon) va bon train et les plans (ou les gesticulations!) pleuvent en nombre...

Les grandes tendances de la restructuration tourment en fait autour d'un axe majeur: l'ANPE doit avant toute chose se mettre au service des patrons et leur fournir ce dont ils ont besoin. Le verbe « fournir » correspond d'ailleurs parfaitement à la nouvelle idéologie que tente d'imposer l'encadrement. Voilà bien longtemps que l'on ne parle plus « d'usagers » et encore moins de « chômeurs ». Le rôle de l'Agence est de satisfaire des clients, point.

Les termes d'efficacité, de rentabilité, de productivité, de gains, d'objectifs et de résultats ont fait leur entrée en force dans un établissement où les salariés sont invités à oublier toute fibre « sociale »!

Ensuite, parallèlement à cette propagande ultralibérale, se mettent en œuvre les offensives concrètes. On peut citer, entre autres:

- l'inscription des chômeurs transférés l'année dernière aux ASSEDIC (ce qui pour les allocataires va représenter de sérieuses difficultés supplémentaires, les agents ASSEDIC étant forcés de se montrer beaucoup moins indulgents que les agents ANPE, concernant les erreurs de pointage par exemple);

- les entretiens individualisés ont été progressivement supprimés ou réduits à presque rien;

- des accords ont été passés avec les entreprises d'intérim (avec consigne de traiter ces offres en priorité quitte à stopper le travail en cours!);

- de nouveaux entretiens d'évaluation, joliment baptisés « entretiens de progrès » ont été créés,

- Les agences sont passées récemment en ouverture continue avec un allongement sensible du nombre d'heures d'ouverture au public. Les horaires flexibles ont été instaurés avec... la pointeuse. Pour couronner le tout il ne serait guère étonnant que la direction générale fasse prochainement le forçage pour l'ouverture le samedi matin.

- Pour l'instant, la direction s'attache à faire la promotion de son nouveau « plan génial »: la NOS (« Nouvelle Offre de Service »). Plan qui consiste, globalement, à soigner les employeurs aux petits oignons! L'ANPE sera donc, une fois de plus, « relookée » et les unités les mieux notées se verront attribuer des labels de qualité, on croit rêver! Du côté des chômeurs, (pardon, des « clients demandeurs d'emploi ») les mesures prises sont aussi fumeuses que cyniques: des agents se verront par exemple intimé l'ordre d'aller les accueillir à l'entrée pour s'enquérir des raisons de leur visite! Les « visiteurs » apprécieront! Comme on le voit, on aura toujours plus de chômage mais du chômage de qualité...

Jeliff (Conseiller ANPE)



# Algérie : l'inférieure spirale de la terreur

Depuis maintenant plus de cinq ans, la population algérienne subit le martyre d'une terreur sans nom. Censurée et manipulée, l'information nous parvient difficilement. Pour tenter d'y voir un peu plus clair, nous avons réalisé cet entretien.

Les initiales A.L. désignent un Algérien, militant de longue date dans le mouvement syndical français, qui a conservé de nombreux liens en Algérie, où il se rend régulièrement. Non organisé politiquement, anticapitaliste et athée, A.L. n'est pas anarchiste.

**M.L. :** Globalement, quelle analyse fais-tu du conflit algérien ?

**A.L. :** Dans les années 86-87, dans des discussions entre militants, je pensais que s'il y avait ouverture, cela risquait de déboucher sur des règlements de compte massifs et généralisés. Tant de haine a été accumulée, tellement de gens ont été brimés, rejetés, méprisés, écrasés. Le niveau de dépolitisation de la population est tel que les gens ne peuvent pas agir d'une manière rationnelle. Cette dépolitisation les conduit à la vengeance plutôt qu'à l'action collective.

C'est un peu ce qui se passe aujourd'hui. Malheureusement, il faudra peut-être dix ans de règlements de compte...

**M.L. :** Les groupes islamistes bénéficient-ils encore du soutien de la population ?

**A.L. :** Ils bénéficient d'une compréhension, pas d'un soutien. Un soutien impliquerait le basculement d'une frange significative de la population et donc un rapport de force en leur faveur. Mais en raison de la répression de l'État qui touche durement les familles innocentes des militants islamistes, et cela sans aucun moyen de recours, une compréhension existe. L'absence d'informations crédibles et la censure renforcent ce sentiment.

Depuis cinq ans, certains vont au maquis, en raison de leur sympathie islamiste ou de la répression qu'ils ont pu personnellement subir. D'autres rejoignent l'armée ou la police, souvent uniquement pour avoir un emploi. Mais la population n'a jamais massivement basculé d'un côté ou de l'autre.

Pour décrire le conflit algérien, je n'emploie jamais le terme de guerre civile. Cela voudrait dire qu'une partie importante de la population en affronte une autre. Ce n'est pas le cas. On assiste à une guerre entre états-majors pour s'assurer la mainmise sur la population.

**M.L. :** Tu es très critique envers une partie de l'opposition démocratique, en particulier le RCD, qui se signale par ses positions « éradicatrices ».

**A.L. :** Dans la bouche de ceux qui se définissent en Algérie comme démocrates, ce terme me semble vide de sens. Qu'est-ce qu'un démocrate qui légitime l'assassinat, la torture ? Légitimer une dictature militaire contre un autre totalitarisme religieux ne peut pas être une solution. Ce qu'il faut, c'est obtenir des droits contre toutes les exactions. Si le pouvoir torture, pourquoi les islamistes ne réagiraient-ils pas de la même façon ?

En Algérie, le pouvoir veut durer et il met de son côté tous les moyens pour y parvenir. Pour cela, il utilise

la terreur. C'est l'État qui déclenche cette inférieure spirale en pratiquant l'arrestation massive d'islamistes, souvent de sympathisants ramassés au hasard. Les démocrates d'opposition ne le sont que dans leur langage et pas dans leurs actes : jamais ils ne se sont opposés à ces pratiques.

**M.L. :** De nombreux spécialistes de l'Algérie, universitaires ou journalistes, soupçonnent le pouvoir d'être directement responsable d'une partie des massacres et des assassinats. Quelle est ton opinion ?

**A.L. :** Le pouvoir est impliqué dans toutes les saloperies depuis trente ans. Aujourd'hui, ce serait trop simple d'incriminer les islamistes tous azimuts. Bien sûr, il ne s'agit pas de nier ici la responsabilité des islamistes. Ils cherchent eux aussi à s'imposer par la violence et n'hésitent pas à massacrer des civils pour

(dans des cafés ou sur des marchés) ont lieu dans des quartiers où les islamistes sont bien implantés. C'est la même chose dans le « triangle de la mort » où se déroule la quasi-totalité des massacres de populations civiles relatés dans la presse algérienne. De plus, cette zone est une plaine, donc peu propice à la guérilla, où les forces déployées par l'armée sont particulièrement importantes.

**M.L. :** Parle-nous un peu des milices d'autodéfense...

**A.L. :** En créant ces milices, l'armée essaye de faire basculer la population dans son camp en l'impliquant, cherchant à ce qu'elle soit elle-même victime des islamistes. Pour certains des massacres récents, cette tactique a fonctionné. Pendant ce temps, l'armée a les mains libres pour protéger les secteurs économiques vitaux, pas les écoles bien sûr. D'autre part, ces milices ont été créées dans le vide juridique absolu, sans contrôle. L'armée tient les milices financièrement et pourra, le moment venu, les éliminer comme elle les a mis en place, sans règles. Ces milices ramènent l'Algérie à un fonctionnement tribal. Chaque village, chaque région tend ainsi à être organisé autour de son chef de tribu qui règne, entouré de sa famille. Elles représentent un danger car

le FIS cherche à retrouver l'audience qu'il a perdue. C'est ce qui a amené Madani à donner ainsi des gages au pouvoir. Le FIS a la capacité de se reconstituer rapidement à partir de nouveaux cadres. Dans une certaine mesure, c'est même déjà certainement fait.

**M.L. :** Penses-tu que peut s'établir un compromis du type : les militaires continuent à contrôler fermement l'appareil d'État et la rente procurée par le gaz et le pétrole tout en concédant une islamisation rampante de la société ?

**A.L. :** Mais l'islamisation ne date pas du FIS ! L'islam comme religion d'État, c'est quand même pas le FIS qui l'a inventé. Ce contrôle total, le pouvoir l'a fait peser pendant trente ans sur la population. Puis, elle en a eu assez et elle a fait sauter le couvercle. Maintenant, les militaires veulent se remettre en selle en se présentant comme des « sauveurs ». Maintenant, si d'autres sont prêts à venir travailler avec eux tout en leur laissant le pouvoir réel, cela ne gênera pas les militaires. Pendant trente ans, le pouvoir a démontré son intégrisme en imposant ses règles : parti unique, interdiction des mouvements politiques d'opposition, religion d'État avec, comme les islamistes, sa propre interprétation

ment à la rue des milliers de travailleurs. Du fait de la situation, le mouvement social est muselé par le pouvoir. De par son encadrement, le seul syndicat important, l'UGTA, est lié à l'appareil d'État depuis trente ans. Officiellement, l'UGTA est séparé du pouvoir depuis 1989-1990 mais ses cadres sont restés « FLN ». Depuis cinq ans, des luttes spontanées et sporadiques se sont développées. Malgré la situation, des grèves ont eu lieu dans de nombreux secteurs : enseignement, transports, santé. Mais elles n'ont pas pu se coordonner.

**M.L. :** Pour toi, c'est la question sociale le problème le plus important ?

**A.L. :** C'est ça, oui. Aujourd'hui, dans ce domaine, c'est la confusion totale. Le pouvoir gère et accumule les richesses. Il n'a pas de perspectives, cherchant uniquement à faire reculer les échéances. De leur côté, les mouvements démocratiques ne posent pas la question sociale. Ils se contentent de porter quelques revendications abstraites portant sur la défense des droits. Il faudrait pourtant en finir avec l'exploitation économique et l'arbitraire du pouvoir. Chez les islamistes, le problème est le même. Pendant la campagne pour les élections locales, en 1990, j'avais été



les « punir ». Mais, pour certains attentats, sans preuves mais par intuition politique, je pense qu'ils pourraient être directement l'œuvre du pouvoir. Pendant une période, la presse algérienne donnait les noms des victimes d'assassinats politiques. Beaucoup d'entre elles étaient des militants que j'ai personnellement connus ; pas des démocrates alliés au pouvoir mais, bien au contraire, des opposants de longue date, des gens engagés au FFS ou l'extrême gauche. De nombreux attentats aveugles

elles renforcent une logique de lutte armée où la raison et le débat n'ont pas lieu d'être.

**M.L. :** Que cherche le pouvoir en libérant Abassi Madani et d'autres dirigeants du FIS ?

**A.L. :** Le pouvoir n'exprime pas ainsi sa volonté d'en finir avec la guerre. Jusqu'à maintenant, le FIS n'avait pas renoncé à la lutte armée. Aujourd'hui, Madani est prêt à le faire. Cela arrange le pouvoir pour isoler les plus radicaux. De son côté,

de la charia. N'oublions pas que c'est eux qui ont instauré le code de la famille en 1984, et le FIS n'existait pas encore. Quand cela les arrangeait, les militaires ont favorisé l'islamisation rigoriste de l'Algérie.

**M.L. :** Où en sont les luttes sociales en Algérie ?

**A.L. :** L'horreur de cette guerre limite la mobilisation contre les privatisations, le pouvoir a donc les mains libres pour appliquer les diktats du FMI et jeter quotidienne-

ment la contradiction dans un meeting de Madani. Je l'avais interrogé sur le grave problème du logement. Que ferait le FIS dans ce domaine à la tête des municipalités et des wilayas ? Pour seule réponse, il m'avait rétorqué, en arabe : « Dieu seul le sait ».

Dans leur discours, l'opposition démocratique, les islamistes et le pouvoir cherchent à faire passer la question sociale au second plan. Là-dessus, ils se rejoignent.

Propos recueillis par Patrick



# La condition des femmes au Timor

**I**L Y A UN AN POUR LA PREMIÈRE fois deux femmes du Timor oriental pénétrèrent dans l'ambassade australienne à Djakarta, en cherchant sans succès asile en Australie.

A l'intérieur de l'ambassade, Odilia Victor et Maria Sarmiento firent une déclaration décrivant la situation faite aux femmes du Timor mais cela ne fut pas révélé à l'opinion publique avant qu'elles ne soient parties pour le Portugal où elles vivent maintenant.

En juillet 1996, Odilia fut invitée au Japon par la Free East Timor Japan coalition. Plus tard, en juillet, la coalition soumettait une pétition au Comité pour la décolonisation des Nations-Unies à New York. Cette pétition contenait divers témoignages d'abus faits aux femmes. L'un d'entre eux était celui d'Odilia.

Odilia déclarait avoir fui le Timor car elle craignait pour sa vie. Son cousin avait été arrêté et torturé pendant deux semaines, et les soldats indonésiens lui avaient dit qu'ils projetaient de capturer et de violer Odilia. Dans la déclaration qu'elle fit à l'intérieur de l'ambassade australienne, elle affirmait avoir été présente lors du massacre de Santa Cruz en 1991. A la suite de cela, elle rejoignit la Popular organisation of Timorese women (OPMT) et leva des fonds pour la résistance. Dans son témoignage pour les Nations-Unies elle décrivait des cas patent d'esclavage sexuel: «épouses locales» et «femmes de confort».

Son témoignage soulignait aussi la tragédie personnelle et les abus dont sa sœur fut la victime, celle-ci fut contrainte de servir avec trois autres femmes timoraises comme esclaves sexuelles

pour les troupes indonésiennes pendant près d'un an. Elles étaient gardées dans une maison sur Kakan Lidun street à Dili, directement derrière les quartiers généraux des brigades mobiles anti-émeute.

En 1977, elle fut forcée d'être l'«épouse locale» d'un officier de l'armée de l'air indonésienne nommé Agus Korek. Après ses six mois de service accompli, il retourna chez sa femme en Indonésie. La sœur d'Odilia accoucha plus tard d'un enfant qu'il ne reconnut pas.

Avant l'invasion, sa sœur fut mariée à un Timorais, et était enceinte au moment de l'invasion. Il prit le maquis et elle fut laissée derrière. Bien qu'il revint plus tard, lui et la sœur d'Odilia ne vécurent jamais ensemble du fait de l'exclusion de la communauté que doivent supporter les femmes qui furent forcées de devenir des «épouses locales» d'Indonésiens. L'expérience de sa sœur n'est pas unique ni même rare.

«Les femmes des leaders de la guérilla qui restèrent aux villages sont fréquemment forcées de vivre avec des Indonésiens... Au Timor oriental, le viol est une tactique systématique des forces occupantes. Quelquefois les viols se déroulent devant les maris. Le mari de Lucas Bayasa devint mentalement instable après avoir été témoin du viol de sa femme par un soldat et elle donna ensuite naissance à l'enfant du violeur.»

Les témoignages présentés aux Nations-Unies relataient différents cas du même type identifiant quelquefois les bataillons indonésiens. «Le cas de "Mademoiselle H" est bien similaire, elle enfanta deux fois après avoir été violée par deux soldats du bataillon 511... Joana Soares du village de Luwa fut

enlevée pour être violée à Onu Laran et fut poignardée à mort par des soldats du 405<sup>e</sup> bataillon après avoir résisté quand elle fut forcée avec une autre jeune femme d'entrer dans un camion militaire. "Mademoiselle C" dû servir comme esclave sexuel pour les soldats qui venaient depuis 1990 dans sa maison. Les soldats la menaçaient - si elle refusait - de la dénoncer comme coopérant avec le Fretilin.»

Depuis 1975, de nombreuses violations des droits de l'Homme ont été relatés. Les méthodes de torture incluent (outre le viol) l'administration de chocs électriques, la submersion dans des citernes d'eau, des brûlures de cigarettes sur différentes parties du corps, dont les parties génitales.

En octobre 1996, Monica Pereira, une journaliste brésilienne qui était au Timor appris que durant l'opération pour capturer Xanana Gusmao en 1992, une des femmes détenues fut torturée par chocs électriques et l'introduction forcée d'un serpent dans le vagin.

## L'organisation populaire des Timoraises

Rosa Muki Bonaparte affectueusement nommée la «petite révolutionnaire» et «Rosa Luxembourg», revint au Timor après ses études au Portugal au début 1975. Décrite comme une

personne pleine d'idées, elle fut faite secrétaire de la Popular organisation of timorese women (OPMT) qui fut créée le 28 août 1975, en partie pour sa participation et son travail à la commission de décolonisation à Dili.

L'OPMT travailla avec le Popular youth movement et d'autres organisations comme le Comité international de la Croix rouge et l'Australian council for overseas aids pour faire face à la crise et à l'appauvrissement. Ces organisations, par leur travail, eurent un impact important sur le développement de la communauté.

Leurs projets les plus importants étaient de travailler avec les personnes déplacées, de placer les orphelins dans de nouvelles familles, d'établir des crèches pour enfants des rues ainsi que mettre en œuvre et gérer des programmes d'alphabétisation.

Si elle survécut à l'invasion indonésienne en décembre 1975, en janvier 1975, durant une attaque de parachutistes indonésiens à Taibesbe dans la banlieue de Dili, Rosa fut une des nombreuses Timoraises traînées de force par des soldats vers des barges de débarquement et des navires de guerre. Sa résistance fut si acharnée qu'ils décidèrent de l'abattre sur le quai. Son corps fut jeté dans le port.

Maria Gorete est considérée par beaucoup comme un symbole de lutte

des femmes timoraises. On se souvient de Maria comme d'une femme intelligente, active politiquement, franche et très belle. Au moment de l'invasion elle était une étudiante de dix-sept ans. Elle fut emprisonnée, torturée et violée à maintes reprises par des soldats et finalement elle accepta de devenir la propriété d'un officier indonésien pour sauver sa vie.

Pendant cette période, elle espionna pour la résistance en lui fournissant les informations qu'elle obtenait de soldats indonésiens ivres. Elle fut libérée de prison puis réarrêtée, les indonésiens espéraient qu'elle les mèneraient aux combattants de la résistance. Maria Gorete disparut en 1979, elle a probablement été exécutée.

En octobre 1996, un groupe de femmes timoraises de Melbourne défilerent à travers la ville. Elles participaient à la manifestation annuelle «Reclaim the night» qui dénonce les violences faites aux femmes. Elles défilèrent avec leurs sympathisantes australiennes sous une bannière du Timor oriental. Une Timoraise me dit avec l'assistance d'un interprète, «c'est formidable qu'en tant que femmes, nous soyons toutes ensemble pour dénoncer cette terrible violence vécue par beaucoup d'entre nous».

Alicia Cullen  
Freedom

## BELGIQUE

### Article 342: Non à la loi scélérate

**C**OMME À PEU PRES TOUT LE MONDE, c'est fort tard que nous avons appris qu'un projet de loi relatif aux organisations criminelles a été adopté par la Chambre le 5 juin 1997.

La lecture des articles 342 et suivants ainsi que l'exposé des motifs nous laissent perplexes à plus d'un titre. Toute organisation composée de plus de deux personnes en vue de commettre de façon concertée et structurée des crimes punissables [...] pour obtenir illicitement des avantages patrimoniaux ou détourner le fonctionnement d'autorités publiques ou d'entreprises publiques ou privées et en utilisant l'intimidation, la menace, la violence, les armes [...] ou en recourant à des structures commerciales ou autres pour dissimuler ou faciliter la réalisation d'infrastructures constitue un crime ou un délit par le seul fait de l'organisation.

Tel est le projet de l'article 342 du Code pénal. L'exposé des motifs est, lui aussi, édifiant. [...] Il est précisé que l'appartenance n'implique pas qu'il y ait une participation effective à la préparation ou à la réalisation d'une infraction.

[...] La deuxième catégorie concerne les personnes qui ne sont pas membres de l'organisation criminelle mais qui fournissent une aide à l'organisation [...] ou qui participent à la préparation ou l'exécution d'activités licites de l'organisation. Faut-il comprendre qu'au terme de la mise en œuvre de cette loi, il conviendra de procéder, notamment et pour commencer, à l'arrestation de ceux qui l'ont rédigée, du ministre responsable, de l'ensemble de son cabinet, de son chauffeur, voire de sa femme d'ouvrage? En effet, n'auront-ils pas, par leur action conjuguée, fait passer la Belgique d'un État qui se proclamait «de droit» à un État de tous les arbitraires dans lequel disparaîtra la subjectivité de la responsabilité pénale: l'individu ne sera plus jugé sur ses actes mais sur son appartenance à un groupe décréé criminel. Avec l'article 342, l'État n'aura plus besoin d'un délit objectif pour faire incarcérer une personne, la présomption d'innocence disparaît. De plus, les modalités de criminalisation prévues par l'article 342 introduisent la notion de délit politique. Caractère terroriste, extrémisme... Que doit-on comprendre par là? N'oublions pas qu'en Allemagne nazie, les sociaux-démocrates étaient considérés comme ennemis de la nation.

Cette notion de délit politique est d'autant plus pernicieuse qu'elle s'attaque aux droits garantis à chaque

individu, non pas directement, à visage découvert, mais au travers de l'«organisation» à laquelle il est censé appartenir. Serait-ce parce que la célébration des droits de l'homme reste la dernière idéologie tolérée? Avec l'article 342, l'État se débarrasse des dernières traces de son vernis démocratique et révèle sa véritable fonction: contrôler de façon toujours plus autoritaire la population en général et les classes dangereuses en particulier.

Dans le cabaret de la globalisation, l'État se livre à un strip-tease au terme duquel il ne conserve que le minimum indispensable: sa force de répression [...] Au lieu d'orienter l'investissement public vers la dépense sociale, il préfère améliorer les équipements qui lui permettent de contrôler plus efficacement la société (Sous-commandant Marcos, La quatrième guerre mondiale a commencé, Le Monde diplomatique, août 1997).

La perversion du fonctionnement de la justice, dans ce cas précis, apparaît de manière plus flagrante encore dans la qualification floue et discutable des méthodes d'action ainsi criminalisées: l'intimidation (?), la menace (?), la violence (où commence-t-elle? De qui vient-elle?). L'interprétation de ces notions varie selon la position sociale des individus et il sera loisible aux juges de criminaliser ou non ces publications, pétitions, manifestations plus ou moins animées, campagnes d'affichage, attentats pâtisseries... selon leurs opinions propres. Ainsi, l'organisation d'un piquet de grève ou de l'occupation de locaux par un syndicat ne seront-ils pas toujours jugés par l'autorité comme des actions qui visent à détourner le fonctionnement d'entreprises publiques ou privées en utilisant l'intimidation ou la menace...

Le mouvement libertaire conteste, par définition, la légitimité de tous les pouvoirs au premier rang desquels celui que les États exercent sur les individus. Le projet de loi sur les organisations criminelles ne fait que confirmer cette défiance face au danger d'oppression totalitaire présent en germe dans toute structure étatique: tout pouvoir est déjà un abus de pouvoir. C'est pourquoi il se battra avec toute son énergie pour le retrait pur et simple de ce projet de loi dont l'application ne ferait que renforcer le processus de déshumanisation de la société.

Alternative libertaire  
Bruxelles

## Makhno ira-t-il au Mexique?

Une camarade revient du Mexique où elle a eu l'occasion de rencontrer des libertaires, notamment à Mexico, qui s'occupent de la Bibliothèque Regeneración et des éditions Antorcha.

Nous connaissons très peu de chose du mouvement libertaire mexicain et de ce qu'il peut dire en particulier de la situation au Chiapas, qui, peut-être, tranche avec le discours qui est tenu en Europe. Le mouvement libertaire mexicain soutient de façon critique le mouvement du Chiapas et il serait intéressant de savoir ce qu'il en dit. En attendant de proposer aux lecteurs du Monde libertaire un compte rendu de ce voyage, nous faisons appel à eux pour soutenir les camarades Mexicains.

Le courrier avec le Mexique est très aléatoire, l'état économique du pays se dégrade considérablement, le contrôle policier et militaire s'accroît.

Pour briser cet isolement et permettre la communication, il y a un moyen très simple.

Si les groupes du Chiapas sont sur Internet, les camarades mexicains ne le sont pas. L'idéal serait évidemment de leur permettre d'acquérir ce matériel, mais en attendant, notre objectif immédiat est de leur permettre d'acquérir un (ou plusieurs) fax.

Le prix d'un fax à Mexico est d'environ 500 francs français.

Le CIRA de Lausanne a avancé cette somme, afin d'équiper au plus vite les camarades de Mexico. Il s'agit de rembourser le CIRA de cette somme et éventuellement, s'il y a un excédent, de lui permettre de fournir d'autres matériels.

Les camarades des éditions Antorcha ont également demandé qu'on leur envoie de film d'Hélène Châtelain, que tout le monde a vu récemment. L'auteur du film est en discussion pour donner gratuitement les droits du film pour les anarchistes, sans exclusive de groupes, à deux conditions: qu'il en soit fait un usage strictement non commercial (réservé à la télévision).

Hélène Châtelain doit donc effectuer un master international pour nos amis mexicains, car les systèmes vidéo américains ne sont pas compatibles: coût de l'opération: 800 francs français. Le CIRA de Lausanne se propose également d'avancer l'argent, et souhaiterait par la même occasion en tirer des exemplaires pour nos camarades argentins et d'autres pays sud-américains, voire nord-américains.

Ceux qui souhaitent contribuer à ces actions peuvent envoyer leur participation, en liquide ou en chèque, à Marianne Enckell, du CIRA de Lausanne. Vous recevrez un mot attestant que l'argent est bien arrivé à destination.

René, groupe Février



CINEMA

# Western. Manuel Poirier



« **U**N FILM SUR L'AMITIÉ entre deux étrangers », dit Manuel Poirier. Un petit, Nino, Sacha Bourdo, et un plus grand, Paco, Sergi Lopez. Tourné en Cinéma-scop, « car les personnages humbles méritent bien le cinéma-scop », le format des grands. Les grands espaces, c'est le Finistère, le port du Guilvinec, où Manuel Poirier s'était promis de tourner un jour. Les deux hommes font la route et perdent le Nord. Nino trouve, parce que son fond de commerce, c'est le cœur. Et Paco perd. Il perd dans la première scène fulgurante en quelques virages, son boulot, son commerce, des pantouffles, son statut de représentant... Dans *Western*, les vivants ne portent pas de costard. Ils disent « Bonjour, la France » et obtiennent de drôles de réponses. Ils font des enquêtes pour trouver une femme au copain. Ils ont le cœur sur la main. Des colères au bout des poings. Ils les utilisent pour savoir mieux caresser. Pas toujours. Les galères arrivent et ils prennent des coups. Mais les espaces consolent, apaisent et les gens sont là, avec leurs fadaïses. Manuel Poirier a construit, à partir de *La Petite amie d'Antonio* une œuvre à part. Dans ses films, nous sommes loin de Paris, loin des murs. Son plus beau film jusqu'à ce que *Western* ne le dépasse était... à la campagne où dans un casting remarqué on rencontre son âne, son chien et un petit coin de sa campagne à lui. Un parcours original qui révèle les qualités de l'homme Poirier. « Je cherchais pour mon premier film un jeune espagnol. De cette rencontre et de cette envie de jouer ensemble, on est devenu amis. Alors je lui ai dit: si je fais d'autres films, tu joueras dans tous les autres. S'il n'y a pas un vrai rôle pour toi, tu y seras quand même. Un clin d'œil à ceux qui l'ont aimé

dans *La Petite amie d'Antonio*. C'est une idée qui me plaît bien. Une continuité, comme l'amitié. » Pour Sergi Lopez, *Western* est une consécration; pour Sacha Bourdo, un premier rôle.

Ainsi, Manuel Poirier ne distribue pas les premiers rôles, mais donne leur premier rôle à des comédiens débutants. Marie Martheron, par exemple, la femme aux enfants dans *Western*, a débuté dans son court métrage *La Lettre à Dédé*. Hélène Forbert revient dans ses films depuis *La Petite amie d'Antonio*. Ainsi, sa famille d'acteurs ne se constitue pas tellement à partir des critères convenus de professionnel et non professionnel, mais de rencontres. Comme le dit Manuel Poirier: « Il faut que j'aie un intérêt vis-à-vis des personnes, que le comédien soit connu ou joue bien, ça ne m'intéresse pas en soi. Tout le talent du comédien sera justifié d'arriver comme un plus du quelque chose qui existe ou qui va exister. La base de mon cinéma est ailleurs. L'histoire doit avoir une force ailleurs. Un film, c'est l'évolution du rapport à quelqu'un, avec des situations, des émotions que j'ai envie de raconter. » Le film ouvre des perspectives qui dépassent le cadre étroit de la famille nucléaire, l'égoïsme petit-bourgeois. Il fête les filles et les femmes qui accueillent, remplace la soupe populaire catho par l'assiette et le lit partagés. C'est candide, c'est simple. « J'ai besoin d'ouvrir des portes, d'aller voir ailleurs. Je reste attaché à cette idée. Au lieu de m'enfermer dans un schéma, je teste à chaque fois ma liberté. » Le libraire Manuel Poirier est allé à Cannes avec son film en compétition. On l'a vu sur les photos, encadré de ses deux acteurs, souriant aux caméras.

A la question qu'on s'étonne de le voir arborer la tenue obligatoire, il s'esclaffe: « question rigolote, je pense que cela n'a aucun intérêt de me distinguer d'un point de vue vestimentaire. J'ai pris un smoking dans lequel je me suis senti à peu près bien et en fait, avec l'émotion, j'ai oublié le costume que j'avais sur moi. C'est le film qui est à Cannes, ce n'est pas moi. Donc ce sont des frontières qui ont été passées. Et c'est la seule chose qui compte. »

**Heike Hurst (Fondu au noir - Radio libertaire)**

L'entretien dont les passages sont insérés a été réalisé à La Rochelle, en juillet, où étaient présentés avec succès tous les films de Manuel Poirier.

CHANSON

## Filles du bord de mer

SARA ALEXANDER, FABIENNE Elkoubi et Sabine Viret ont toutes les trois baigné leur voix dans la Méditerranée.

Une histoire commune qui leur a valu, le 16 décembre dernier, de partager ensemble la scène du Théâtre Clavel à Paris pour un voyage en chansons sur les chemins de cette terre aux langues multiples. Sara Alexander chante indifféremment en français, en hébreu, en arabe ou en yiddish quand Sabine Viret a choisi de s'exprimer avec le catalan, le grec ou l'espagnol.

Et si c'est en français que chante essentiellement Fabienne Elkoubi, c'est pour, au détour d'une virgule, retrouver la trace de ses origines judéo-andalouses.

La Méditerranée, c'est leur enfance. L'Israël de Sara, l'Algérie de Fabienne et le Maroc de Sabine. La Méditerranée, c'est ce soleil fraternel qui unit ces sœurs de parole dans un doux chant où il est question de l'amour, de la révolte, de la

paix ou de l'espoir. La Méditerranée, c'est ces musiques balancées aux quatre vents qui viennent planter leur accent dans nos têtes.

Parce que cette rencontre, un soir de décembre 1996, de ces « trois filles du bord de mer » fut un véritable plaisir et un grand moment d'émotion pour le public d'alors, l'association « Mots et musiques » a décidé de remettre ça.

Juste pour une fois, trois voix de Méditerranée dans la nuit de Paris.

**Pascal Didier**

Chanteuses de la Méditerranée: Sara Alexander, Fabienne Elkoubi et Sabine Viret. Un spectacle présenté par *Mots et Musiques* avec le soutien de *Radio libertaire*. Lundi 29 septembre à 20 h 30, au Théâtre Clavel à Paris (19<sup>e</sup>). Réservations: 01 43 84 70 04.



Photo A. Dodélier

Après « No Pasaran ! »...

Patsy récidive avec :

### « Ramadan plombé » suivi de « Un gorille sinon rien »

Une manière de punk libertoisant qui a toujours un œil sur Bakouline et l'autre sur la Kronenbourg. Des manifs, des bastons, des galères en veux-tu en voilà. Un jour ça va se fritter avec des rescapés du crime de guerre à la mode de la guerre d'Algérie, le lendemain avec une mafia de promoteurs immobiliers, et chaque jour qui passe avec le skin du coin. Et tout ça à Nantes la morne, la triste et la maquillée d'ennui. C'est le pot de fer contre le pot de terre. Le peuple contre les bourgeois, la révolution contre les capitalismes. Une étincelle dans la pénombre.

Tout un symbole donc, que ce combat de toujours et à toujours ! Tout un symbole qui ne pouvait qu'aller droit au cœur d'une petite bougie comme Bonaventure qui s'obstine elle aussi à lutter contre l'obscurité !

Ce livre de 120 pages qui paraîtra en septembre 1997 et sera vendu 45 F au profit de l'école libertaire Bonaventure (merci à l'auteur et aux éditions du *Monde libertaire*).

Aussi, si vous aimez les polars qui décoiffent et si vous souhaitez soutenir financièrement une petite école libertaire laïque et gratuite... vous pouvez d'ores et déjà commander ce livre.

#### Souscription :

Un exemplaire de Ramadan plombé: 40 F port compris  
5 exemplaires.....150 F  
10 exemplaires.....250 F

Joindre un chèque à l'ordre de Bonaventure (sans oublier de spécifier vos noms et adresse) et envoyez vos commandes à:  
Bonaventure, 35, allée de l'Angle, Chaucre, 17 190 Saint-Georges d'Oléron.

### Librairie du Monde libertaire forum

Jules Jouy (1855-1897) - « poète chourineur »  
le 13 septembre à 16 h 30,  
avec Patrick Blau, réalisateur de la première étude sur Jules Jouy

à la petite semaine

## Pommes pourries et haut du panier

Comme tout le monde, nous sommes effarés de constater qu'une poignée de reporters-photographes sans principes, sans scrupules et avides de gains formidables suffit à entacher la noble image d'une corporation qui, sans eux, serait un modèle d'honnêteté et de désintéressement à nul autre pareil.

Si la mise en examen et l'interdiction provisoire d'exercer leur sale travail prononcées contre quelques-unes de ces pommes pourries sont un indéniable symbole fort, d'ailleurs perçu comme tel par un public voyeur mais intrinsèque sur la morale, ces mesures demeurent toutefois très insuffisantes.

Il serait utile et même nécessaire, pour en finir avec cette presse de caniveau qui déshonore le métier, que quelques hautes consciences de la profession, installées dans l'information propre, haut de gamme, composent une sorte de comité d'éthique chargé de nous débarrasser au plus vite de cette lie.

Pour le composer, journalistes scrupuleux et chroniqueurs vertueux ne manquent pas. Ainsi Patrick Poivre d'Arvor, présentateur béton, qui n'est pas homme à accepter le moindre centime d'un homme d'affaires et qu'on imagine mal réalisant une interview bidoon d'un dictateur des caraïbes. Ainsi Jacques Pradel, Hercule Poirot du cimetière juif de Carpentras, qui jamais ne présentera un extraterrestre sur un petit écran sans s'assurer auparavant de sa rigoureuse authenticité. Ainsi cet éditorialiste du *Figaro*, transfuge du *Nouvel observateur*, que l'idée de cirer les pompes du Tout-Paris pour un prix Goncourt ou une place à l'Académie n'effleura jamais. Ainsi les July, porte-parole de *La Cause du peuple et du fric de gauche*, les Jean-François Khan, maquereau agité d'une *Marianne* racoleuse, ainsi... la liste est longue.

Dans les années 20, Marcel Aymé, qui tâta du journalisme, écrivait qu'il en fut un représentant médiocre, « car je ne rapportais que ce que j'avais vu ou appris, alors que la règle était déjà de broder ou d'inventer... » Si le « choc des photos » n'a de toute évidence rien arrangé depuis, le « poids des mots » des rédacteurs prétendument intègres continue tout autant de nous écraser, car il est presque toujours celui de l'épate, de la futilité, de la servilité et du mensonge.

Floréal



# Le Gard nucléaire

**L**E GARD RHODANIEN SE VOIT confronté au grave problème du nucléaire. Particulièrement à travers l'enfouissement des déchets radioactifs dans le fameux « laboratoire » souterrain dont l'ANDRA, organisme d'État, a pris la destinée. Nous avons appris le 24 juin que la commission d'enquête avait rendu un avis favorable à son installation à Chusclan près de Bagnols-sur-Cèze. Vingt des 27 communes concernées dans le Gard et dans le Vaucluse et le Conseil général du Gard sont favorables à son installation à Chusclan près de Bagnols-sur-Cèze. Vingt des 27 communes concernées dans le Gard et dans le Vaucluse et le Conseil général du Gard sont favorables à son installation à Chusclan près de Bagnols-sur-Cèze. Vingt des 27 communes concernées dans le Gard et dans le Vaucluse et le Conseil général du Gard sont favorables à son installation à Chusclan près de Bagnols-sur-Cèze. Vingt des 27 communes concernées dans le Gard et dans le Vaucluse et le Conseil général du Gard sont favorables à son installation à Chusclan près de Bagnols-sur-Cèze.

pas. En fait elle fait preuve de stratégie militaire en annonçant que le Conseil d'État devait se prononcer avant la fin de l'année sur le choix définitif de l'implantation du ou des labos de recherche. Deux autres sites ont effectivement été sélectionnés: Bure, à la limite de la Meuse et de la Haute-Marne et Chapelle-Baton dans la Vienne. Mais le Gard échapperait-il au sort désigné par l'État? Que non! A la lecture d'encarts parus dans le quotidien local *Midi Libre*, on apprendait que le Gard serait choisi pour accueillir ce labo et que celui-ci serait bien un site d'enfouissement de déchets nucléaires. Ici ou ailleurs, la bataille est la même pour nous anarchistes. Il n'y a pas de concessions possibles. A Chusclan, Marcoule ou Plougastel, demandons l'arrêt du nucléaire et la fin des «labos».

## La science au service des militaires

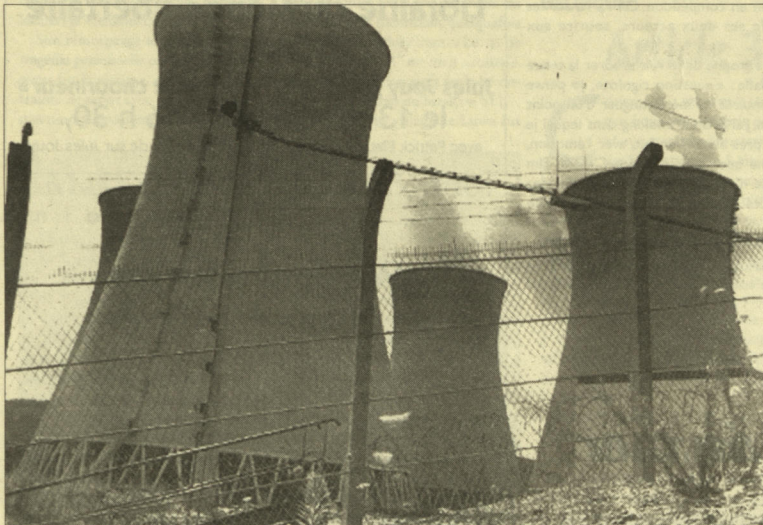
La science avance à pas de géants, chaque découverte sert invariablement à des fins militaires, à la course aux profits immédiats. La cupidité des décideurs est sans limite. Le progrès dans le système capitaliste marginalise toujours davantage les

après tout, que restera-t-il de nous dans 100 ou 300 000 ans? Que leur importe l'avenir de leurs propres enfants et petits enfants, des générations futures?

Marcoule ou Pierrelatte (Drôme) ont fait la richesse pour certains, mettant des gens à l'abri du besoin pour un temps. Est ce là une explication au phénomène de désintérêt de la population gardoise pour l'implantation du labo-poubelle à Chusclan?

Cette passivité apparente ne cache-t-elle pas une colère à travers un refus sous-jacent que nous ne soupçonnons pas et qui risque de se transformer en situation explosive? Donne-t-on des cachets d'iode aux populations locales sans qu'elles ne se posent des questions sur leur santé, leur avenir?

La gauche-caviar à nouveau au pouvoir depuis les législatives n'a réglé ni ne réglera aucun des problèmes de notre société, celui du nucléaire encore moins. Nous devons malheureusement gérer les déchets déjà existants, héritage des va-t-en-guerre favorables à l'arme nucléaire comme moyen de persuasion et d'indépendance de la France. La désinformation à outrance, le lavage de cerveau quotidien voudraient faire de l'être humain un



Rien ne pourra arrêter la dérive des continents. Cela signifie que le sous-sol et le paysage sud européen se transforment en permanence. Ce qui anéantit totalement les calculs des savants de l'ANDRA. Celle-ci, devant la levée de boucliers, fait semblant de marquer le

peuples, faisant d'eux des exclus des décisions qui pourtant les engage pour longtemps. Et ce ne sont pas les collectifs pro-nucléaires montés par les syndicats réformistes qui se font les défenseurs du génocide de l'humanité au nom du maintien de l'emploi qui diront le contraire. Mais

robot sans réflexion personnelle ou collective. Face aux forces politiques, médiatiques et répressives, la tâche sera rude. Peut-être pourrons nous abolir un jour le gouvernement de l'homme par l'homme et jeter les bases d'une société véritablement attachée aux libertés les plus élémentaires de l'individu. Par une lutte de tous les instants, cette société devra être construite en permanence par chaque nouvelle génération. Il ne peut y avoir de limites à sa construction. Elle ne passera pas (c'est une certitude) par le lobby nucléaire qui est la négation la plus totale de la vie et de la liberté telle que nous la concevons. Non au nucléaire civil et militaire!

Michel  
groupe du Gard F.A.

## Souscription table de mixage Radio libertaire

Jeanpierre G., Barrachin C., Dupuis J., Nanpon P., Segretain J-M., Archibald U. : 100 F ; Calonne Y., Martin B., Joulin J., Destruant J-M. : 200 F ; Andro D. : 250 F ; Bouvier J., Cabasso S. : 300 F ; Morales P., Anonymes : 400 F ; Ronco P., Pignot P. : 500 F ; Hahn T. : 1000 F ; Boireau G. : 1100 F.  
Total = 6 850 F.

## Les feuilles mortes se ramassent à la pelle, les souvenirs et les P.V. aussi

Sur le marché des Vans (07), après un an de vente militante du *Monde libertaire* sans aucun problème, voilà venu le temps des emmerdements. Début juillet, suite à l'adoption d'un arrêté municipal prohibant la vente de journaux à la criée, deux gendarmes nous ont signalé que, sauf « autorisation spéciale », notre présence n'était pas la bienvenue. « Et gare à vous la prochaine fois! ».

Après avoir passé un été tranquille, sans nouveau « contact », nous avions cru au bluff. Bingo ! Samedi 6 septembre, pour le numéro de rentrée, le comité d'accueil était là, et le P.V. gracieusement offert.

Après un problème suite à un collage d'affiche, il y a trois ans, c'est la deuxième fois que la municipalité et la gendarmerie de Vans tentent de nous empêcher d'user de notre liberté d'expression.

Nous ne nous laisserons pas intimider aussi facilement. Si on cherche aujourd'hui à criminaliser le *Monde libertaire*, c'est que nos idées rencontrent de plus en plus d'écho. En quelques sortes, c'est encourageant...

## Une régularisation qui coûte cher!

La situation de Frédéric Nzau Nsumbu est en voie de régularisation. Il a désormais la certitude d'obtenir un titre de séjour d'un an, avec autorisation de travail.

Évidemment, il faut pour cela que Frédéric se rétablisse totalement (1). Frédéric remercie très chaleureusement toutes celles et tous ceux qui l'ont aidé. Une rencontre aura bientôt lieu pour fêter l'événement. Sachez tout de même que Frédéric, privé de papiers, de revenus depuis plus d'un an et ayant du assurer sa subsistance et ses soins jusqu'à ce jour, doit en plus passer à la caisse. Il doit en effet payer son voyage obligatoire à Paris à l'ambassade de l'ex-Zaïre, le passeport estimé à 2 800 francs (l'ambassade fixe ses tarifs au jour le jour et à la tête du client), le visa (1 000 F), les versements obligatoires à l'OMI (office des migrations internationales) d'environ 1 300 F et enfin 1 060 F (sic) de visite médicale. Au total plus de 6 000 F! C'est cela l'humanisme social-démocrate!

Bruno (groupe d'Evreux).

(1) cf *Monde libertaire* n° 1071, 1077, 1085. Rappelons seulement que lors de son arrestation Frédéric a subi des violences au commissariat d'Evreux qui l'ont

## • A G E N D A

### vendredi 12 septembre

**NANTERRE:** L'Athénée libertaire et l'interco 92 invitent tous les syndicats CNT du 92 (adhérents et sympathisants) à un apéritif de rentrée à 19 h 30 dans la salle des anciennes mairies.

### Samedi 13 septembre

**PARIS:** Forum à la librairie du *Monde libertaire* (145, rue Amelot, Paris 11<sup>e</sup>) à 16 h 30 sur Jules Jouy (1855-1897), le «poète chourneur», pillier de la chanson montmartroise et chansonnier du XIX<sup>e</sup> siècle. Forum animé par Patrick Biau, réalisateur de la première étude sur Jules Jouy.

### Vendredi 19 septembre

**LILLE:** Reprise des soirées vidéo-débat au Centre Culturel Libertaire (1-2 rue du Péage, M<sup>o</sup> Fives). Premier film: «*Un autre futur*», film de Richard Prost sur l'Espagne en rouge et noir.

### Vendredi 26 septembre

**PARIS:** Concert de soutien au *Monde libertaire* à l'Élysée-Montmartre, 72, Bd Rochechouard (18<sup>e</sup>), avec **Lofora, Ludwig von 88, Teamour**. Ouverture des portes à 18 heures. Prix des places: 85 F (prix unique). En vente à la librairie du *Monde libertaire* (145, rue Amelot), et dans les endroits habituels..

### Samedi 4 octobre

**BELGIQUE:** Les amis d'*Alternative libertaire* et le groupe Noir lombric organisent le deuxième Barbecue camp'Anar dans la région de Péruwelz. Au programme des festivités: prolongement des débats du premier barbecue l'après-midi puis à 19 heures on mange... 250 FB pour les plus de 12 ans; 120 FB pour les moins de 12 ans... Réservation auprès d'*Alternative libertaire*, B.P. 103-1050 Ixelles 1.

**EVREUX:** Le groupe de la Fédération anarchiste organise une journée sur le thème «*Quelle alternative au système ?* ». A partir de 14 h 30 salle Jules Janin (Bd J. Janin). Au programme: projection du film «*Roger et moi*» (film sur les conséquences sauvages du capitalisme) sur grand écran, débats animés par un militant de la F.A.